

Mondialisation | Le Français, ancien commissaire européen, est propulsé à la tête de l'Organisation mondiale du Commerce

Lamy, un homme du Nord à l'OMC

■ FMI, Banque mondiale, OMC : le Nord « truste » la tête des grandes institutions.

■ Echec au Sud ?

■ Pas si simple. ■ En coulisses, les jeux sont complexes.

PHILIPPE REGNIER

Et de trois ! Après la désignation l'an dernier de l'Espagnol Rodrigo Rato à la direction du Fonds monétaire international (FMI), celle fin mars de l'Américain Paul Wolfowitz à la présidence de la Banque mondiale, voilà le pilotage de la troisième institution économique internationale en passe d'être aussi confiée à un ressortissant des riches pays du Nord. Le Français Pascal Lamy est sorti vainqueur d'un troisième tour de consultations, le dernier prévu, menées cette semaine auprès des 148 pays membres de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), pour reprendre les rênes du puissant moteur et gendarme du libre-échange à l'échelle de la planète.

L'ancien commissaire européen au Commerce dans la Commission de Romano Prodi (1999-2004) sera officiellement désigné d'ici la fin du mois par les États membres au poste de directeur général de l'OMC. Il succédera en septembre à Supachai Panitchpakdi - issu, lui, d'un « tigre asiatique » : la Thaïlande -, dont le mandat arrive à échéance.

Au terme d'une discrète procédure de « confessionnal », qui voit les pays membres faire part de leurs préférences devant l'actuelle présidente des ambassadeurs permanents auprès de l'OMC, la Kenyane Amina Mohamed, Pascal Lamy l'a donc emporté sur son dernier rival en lice : l'ambassadeur de l'Uruguay à l'OMC, Carlos Perez del Castillo.

Deux autres candidats, moins bien placés, avaient déjà jeté l'éponge ces dernières semaines : d'abord le Brésilien Luiz Felipe de Seixas Correa, ex-ambassadeur à l'OMC, puis le Mauricien Jaya Krishna Cuttaree, ministre

des Affaires étrangères et du Commerce international, qui était soutenu par le numériquement puissant groupe des 79 pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Etats-Unis et Union européenne se sont depuis toujours partagé la tête du FMI et de la Banque mondiale, traditionnellement dévolue pour la première à l'Europe, la Banque revenant à Washington. La nomination sans encombre de Wolfowitz, « faucon » de l'administration Bush dans le

dossier irakien, avait d'ailleurs permis de spéculer sur un « deal » entre Paris et Washington : le chantre de l'anti-guerre espérait l'appui des Etats-Unis pour la nomination de son candidat à l'OMC, soutenu depuis la fin 2004 par l'ensemble des 25 États membres de l'Union européenne. En tout cas, sa désignation n'aurait pu intervenir si Washington s'y était opposé...

En s'accordant sur le nom de l'ex-commissaire européen, ex-chef de cabinet du président de la

Commission européenne Jacques Delors, les États membres ont évité la réédition de l'imbroglio qui avait marqué la nomination de Supachai.

Pays du Nord et du Sud s'étaient déchirés pendant un an, en 1999, lorsqu'il avait fallu s'entendre sur le successeur de l'Italien Renato Ruggiero. Un compromis avait finalement été trouvé : le mandat de quatre ans avait été rallongé de deux, et les six ans partagés entre le Néozélandais Mike Moore, suivi par

le Thaïlandais. L'accord sur Lamy permet aussi d'éviter un vote formel pour départager les deux derniers candidats, comme le prévoit la procédure en cas de désaccord persistant. Et de s'en tenir à la règle d'or en vigueur à l'OMC : le consensus... qui permet évidemment tous les jeux de pouvoir en coulisses.

L'homme du Nord a donc été préféré à celui du Sud - dont les pays représentent pourtant l'écrasante majorité des membres de l'OMC. Le candidat de l'île Maurice, à Bruxelles en mars dernier, avait pourtant insisté sur... l'importance de sa candidature, au moment où l'OMC tente de promouvoir un agenda de développement et de permettre aux pays en développement de s'inclure dans le processus de mondialisation. Depuis, Perez del Castillo a aussi brandi son appartenance à l'hémisphère sud pour défendre sa désignation.

Alors ? Alors, Pascal Lamy a davantage recueilli les faveurs des pays en développement que son challenger uruguayen, y compris dans le groupe des ACP - qui n'ont toutefois pas adopté de position commune en sa faveur, ni de son rival. Car l'origine géographi-

que n'est pas tout : ainsi, l'Inde, fer de lance de la défense des pays du tiers-monde, aurait-elle fini par apporter son soutien au Français. Et si le Brésil, autre puissance émergente au sein de l'OMC, particulièrement visible lors de son dernier sommet à Cancun (Mexique, septembre 2003), soutenait l'Uruguayen, c'était surtout par solidarité latino, ironisent certains, côté européen.

Contrairement à la direction du FMI et de la Banque mondiale, aucune règle d'origine géographique ne prévaut à la désignation du patron de l'OMC. Seul compte, dit-on officiellement, les qualités du candidat. Compétent et hautement qualifié, Pascal Lamy a reçu un soutien géographique large, au-delà des clivages Nord-Sud, souligne la porte-parole du Britannique Peter Mandelson, son successeur à la Commission. Le choix n'est pas politique, mais technique : Lamy est le meilleur et ouvert aussi aux aspirations des pays en voie de développement, disent les Belges.

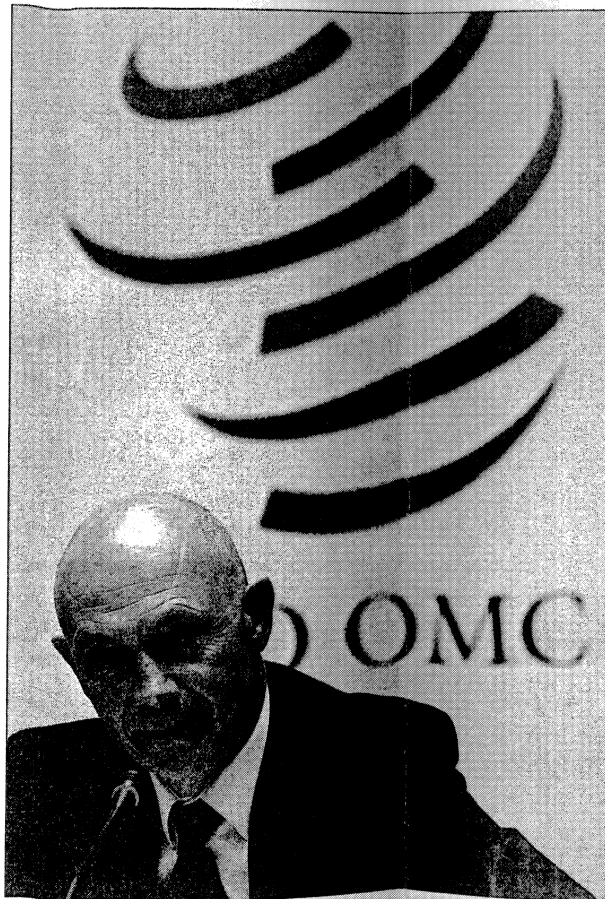
Du côté des ACP, on relève des qualités dans les deux camps. Lamy a beaucoup travaillé avec les ACP (NDLR : liés à l'Union européenne par des accords commer-

ciaux préférentiels, une arme redoutable pour gagner leur soutien !). Et Perez del Castillo vient d'un pays en développement...

Mais, signe que le clivage Nord-Sud n'offre pas la seule grille d'analyse pertinente, l'Uruguayen, au profil néo-libéral, était aussi soutenu par des nations industrialisées comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ardens défenseurs d'une libéralisation totale des échanges agricoles. Et, chargé de préparer Cancun, il s'était révélé l'avocat zélé d'un pré-accord euro-américain... défendu bec et ongles par Lamy.

Le débat Nord-Sud relève ici surtout de la symbolique, estime Arnaud Zacharie, secrétaire politique du Centre national (belge) de Coopération au développement, relevant que, davantage que le directeur général, c'est le rapport de forces entre gouvernements qui déterminera l'action de l'OMC. Mais l'enjeu, c'est le risque de voir s'exacerber les frustrations des pays du Sud.

Marc Maes, de la plate-forme des ONG tiers-mondistes flamandes, s'inquiète surtout du prix qu'auraient dû payer les pays en développement pour avoir un directeur général issu de leurs rangs. ●



Pascal Lamy sous le sigle de l'OMC, sa nouvelle « maison » : « C'est le meilleur », affirme simplement ses partisans, pour expliquer sa victoire finale. Ph. EPA.